



Audience au Ministère : du café, du mépris et zéro centime pour les salariés !

Dans le cadre de la journée nationale de grève et de mobilisation intertersyndicale débutée le 26 mai 2026, la délégation de la Fédération Nationale de l'Action Sociale FORCE OUVRIÈRE (FNAS FO) a été reçue en audience ce mercredi 27 mai après-midi par les conseillers de la Ministre.

Malgré des milliers de salariés mobilisés dans toute la France depuis mardi 26 mai et face à la colère légitime des salariés du sanitaire, du social, du médico-social, de la petite enfance et de l'aide à domicile, l'administration a opposé une fin de non-recevoir polie mais totale.

La FNAS FO a mis l'État face à ses responsabilités concernant l'asphyxie financière des structures et la paupérisation des personnels :

Dans la Branche de l'Aide à Domicile (BAD) : La valeur du point demeure gelée à 5,77 € depuis 2022, alors que l'inflation moyenne a atteint 13,6 %. FO exige le passage immédiat du point à 7,40 € (+248 € brut par mois) et une indemnité kilométrique à 0,55 €/km minimum pour cesser de payer pour travailler.

Le choc du 1^{er} juin 2026 : L'augmentation du SMIC de 2,41 % au 1^{er} juin indexée sur l'inflation va détruire les grilles conventionnelles. Faute de revalorisation des points, le salaire minimum va gober les classifications : 32 grilles de la CCN 66, les 4 premiers groupes des CHRS, les 2 premiers indices de Familles Rurales et 29 métiers de la CCN 51 basculent sous le SMIC légal.

La politique des refus d'agrément : FO a dénoncé le blocage systématique des salaires par l'État, illustré par le récent refus d'agrément opposé à l'avenant de la CCNT 65 (UNISSS).

En guise de réponses concrètes à l'urgence sociale, les conseillers de la Ministre ont aligné les provocations et les aveux d'impuissance.



Aide à domicile et carburant : Face à l'explosion des frais de déplacement, le Ministère invite les aides à domicile à « *penser à circuler dans des voitures électriques* » au nom de la transition écologique, sans préciser comment des salariés payés sous le SMIC pourront les financer.

Brutalité patronale : Interpellé sur la sinistralité record et la souffrance au travail dans le secteur, l'administration a explicitement reconnu que « *les patrons étaient trop brutaux* ».

AXESS a d'ailleurs quitté la table des négociations lors de la dernière CMP de la BASSMS, empêchant ainsi toute possibilité de négociations.

Arbitrage budgétaire : Les conseillers ont acté qu'il n'y aurait « *pas d'argent pour personne* ». Ils ont déclaré que le débat budgétaire « *ne dépendait pas d'eux* » et ont renvoyé les revendications à d'hypothétiques arbitrages interministériels.

Pour FO Action Sociale et l'Union Nationale de la Santé Privée FO, le constat est net : L'administration refuse de s'engager. Les anecdotes privées du conseiller sur sa famille et l'octroi de café ne remplaceront jamais le pouvoir d'achat des travailleuses et des travailleurs. C'en est assez des discours qui promeuvent le faire mieux avec moins de moyens ! Nous avons rappelé aux représentants de la ministre la nécessité de débloquer des moyens à hauteur des besoins, l'urgence de l'augmentation générale des salaires et notre exigence du respect de la libre négociation en dehors des enveloppes fermées.

Car pendant que le Ministère organise la pénurie, les entreprises du CAC 40 ont reversé 107 milliards d'euros à leurs actionnaires en 2025. L'argent existe, c'est une question de répartition et de choix politiques.

Les grèves majoritaires et victorieuses menées sur le terrain, comme les 18 jours de conflit chez *Bien Chez Soi* ou la mobilisation à l'*ADMR 2A* en Corse, tracent la seule voie possible : le renforcement du rapport de force par la grève.

Paris, le 28 mai 2026